

[Via Mediapart](#)

Créé au cœur de l'été, Une seule école dénonce « le système ségrégatif » de la scolarisation à la française, qui délègue ses élèves handicapés aux institutions spécialisées au lieu de financer l'accompagnement et l'adaptation en milieu scolaire ordinaire.

Prisca Borrel

Ils et elles sont les premiers témoins d'un échec massif et évident. L'école inclusive à la française n'est pas à la hauteur. Confrontées à ses limites, une quinzaine de personnes se sont regroupées au sortir de l'été pour former le collectif Une seule école (Cuse) et plancher sur une tribune qui réclame la « *scolarisation inconditionnelle* » de tous les enfants.

« *Notre texte a vocation à rappeler que tout le monde devrait avoir sa place à l'école. On ne questionne pas assez les programmes et les effectifs* », argue Renaud Guy, coordinateur d'une classe Ulis (unité localisée pour l'inclusion scolaire, destinée aux élèves handicapé·es) dans un lycée professionnel. Constitué de personnes handicapées, de familles, de personnels éducatifs ou issus du médicosocial, le Cuse appelle donc à « *changer de paradigme* » et à rediriger les moyens de l'État vers l'accompagnement des élèves en milieu scolaire ordinaire plutôt que vers les institutions spécialisées.

Le but : rompre avec ce que le collectif nomme les logiques de « *ségrégation* » et « *répondre au discours des associations gestionnaires qui truste le champ médiatique du handicap sans critique* », poursuit Renaud Guy, en référence à ces organismes à qui l'État délègue la gestion des institutions médico-sociales, comme l'Unapei ou l'APF France handicap.

Mais en septembre dernier, contrairement aux textes de la Défenseure des droits et de l'Unapei, dénonçant la situation des oublié·es de l'école et le manque de places en structure à chaque rentrée, le texte du Cuse n'a fait l'objet de quasiment aucun relais. Bien plus engageante, cette tribune était pourtant l'unique initiative venue des premiers concernés de la rentrée, dans le droit fil des prises de position antivalidistes (mouvement de lutte contre l'oppression sociale subie par les personnes handicapées), du CLHEE (Collectif lutte et handicaps pour l'égalité et l'émancipation), des Dévalideuses ou de Handi social.

« *Tant que les médias reprendront les communications des associations gestionnaires, on n'existera jamais* », souffle Capucine Lemaire, fondatrice de l'Observatoire des politiques du handicap, elle-même concernée par un handicap invisible et mère d'une enfant autiste. Diagnostiquée en 2018 alors qu'elle n'avait que 4 ans, sa fille a très vite été rejetée par l'école. « *À la rentrée, au bout de quinze jours, l'institutrice nous a dit qu'il y avait un problème. Depuis, on a fait réunion sur réunion, jusqu'à ce qu'on soit convoqués en ESS [équipe de suivi de scolarité - ndlr]* ». Une rencontre « *chaotique* » où le médecin scolaire lui explique que sa fille n'a « *rien à faire là* ». [...]

La suite à lire [sur le site de Mediapart](#)

[Lien vers la Tribune du CUSE \(Collectif Une seule école\)](#)